

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

42022 St ETIENNE CEDEX

TÉLÉPHONE : (77) 93-42-45

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
ET DE LA RÉGLEMENTATION

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE LA POLICE ADMINISTRATIVE

Poste Téléphonique intérieur  
à appeler : 433

Carrières

CP/YG

Le 16/05/1980

Le Préfet de la Loire  
Officier de la Légion d'honneur,

VU le Code minier, notamment son article 106 et la loi n°70-1  
du 2 janvier 1970,

VU le décret n° 79-1108 du 20 décembre 1979 relatif aux auto-  
risations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement,  
à leur retrait et aux renoncations à celles-ci,

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1975, portant autori-  
sation de poursuite d'exploitation d'une carrière à ciel ouvert sur ces  
mêmes terrains, au profit de la S.A.R.L. "CHIAVERINA et Fils",

VU la demande en date du 14 mars 1980, par laquelle M. Dominiqu  
CHIAVERINA, de nationalité française, domicilié 1, place du Gand'Huy, à  
VILLEREST, 42 300 ROANNE, agissant en son nom personnel, sollicite l'au-  
torisation de changement d'exploitant d'une carrière de roches dures  
à ciel ouvert, en terre ferme, sur le territoire de la commune de COMBELL  
VERNAV,.

VU les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire,

Le demandeur entendu,

Sur la proposition de M. le Directeur interdépartemental de  
l'Industrie RHONE-ALPES,

A R R E T E :

ARTICLE 1er.-M. Dominique CHIAVERINA, agissant en son nom  
personnel, domicilié 1, place du Gand'Huy, à VILLEREST, est autorisé  
à exploiter au lieu et place de la S.A.R.L. "CHIAVERINA et Fils", une  
carrière à ciel ouvert, en terre ferme, de roches dures, sur le territoir  
de la commune de COMBELL-VERNAV, lieudit "Le Port".

ARTICLE 2.-Le nouvel exploitant se substitue d'office au pré-  
cédent exploitant dans l'intégralité des droits et obligations attachés  
à l'autorisation d'exploiter, accordée par arrêté préfectoral du 18 dé-  
cembre 1975, à son prédécesseur.

.....



En outre, l'arrêté précité est complété suivant les articles suivants :

ARTICLE 2 bis : plan d'exploitation : La limite des terrains visés par la présente autorisation fera l'objet d'un bornage réalisé d'ici le 31 décembre 1980, par un géomètre expert. Une copie du procès-verbal de bornage sera adressée à M. l'Ingénieur en Chef des Mines dès son établissement.

Cette limite ne devra, en aucun cas, être dépassée, sauf autorisation complémentaire.

Sur les terrains visés par la présente autorisation, sera établi un plan des travaux et des abords orienté au Nord vrai.

Le plan à l'échelle du dernier plan cadastral sera élaboré et tenu à jour par un homme de l'art.

Sur ce plan, devront figurer :

- les limites et les numéros des parcelles cadastrales où l'exploitation est autorisée,
- les parties découpées et en cours d'exploitation,
- les fronts d'exploitation, leur niveau supérieur et inférieur,
- les zones réservées aux stockages de matériaux et de terre de découverte,
- les zones réservées aux infrastructures : installations, pistes d'accès, etc...,
- les parties remises en état.

La mise à jour de ce plan d'exploitation sera effectuée avant le 1er janvier de chaque année.

Dans la première semaine du mois de janvier de chaque année, le plan certifié et signé par l'exploitant sera adressé à M. le Directeur interdépartemental de l'Industrie MICHÉ-MARON. Sur le plan devra être indiqué, de manière précise, la surface, en mètre carré, restant à exploiter.

ARTICLE 4 bis : Par mesure de sécurité vis à vis de l'ouvrage du barrage de VILLUREST et dans la mesure où l'abattage se ferait à l'explosif, la charge maximale d'explosif pour un tir ne devra pas dépasser 1 000 kg. La charge de chaque trou devra impérativement être amorcée à l'aide de détonateurs à retard et ce, afin de diminuer les effets des vibrations émises.

ARTICLE 5 bis : Dès l'entrée en application du décret prévu à l'article 50 du décret n° 79 1108 du 20 décembre 1979, un arrêté complémentaire fixera les conditions de constitution d'une caution par l'exploitant.

.....



ARTICLE 3- Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture. Un extrait comprenant les articles 1 et 2 sera affiché par les soins du Maire de CORNELLÉ-VOIRY et publié, aux frais du pétitionnaire, dans un journal (régional ou local) dans tout le département, habilité à recevoir les annonces légales.

ARTICLE 4- M. le Sous-Préfet de ROANNE, M. le Directeur interdépartemental de l'Industrie RHONE-ALPES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-ETIENNE, le

10 Mars 1968

A. J. M. M. M.

Ampliatiions adressées à :

- M. le Sous-Préfet de ROANNE
- X M. le Directeur interdépartemental de l'Industrie  
RHONE-ALPES
- M. Dominique CHIAVERINA, 1 place Gand'Hay, VILLEREST,  
42 300 ROANNE
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture
- M. le Directeur départemental de l'Equipement
- M. le Directeur départemental des Affaires sanitaires  
et sociales
- M. l'Architecte des Bâtiments de France
- aux archives

*M. R. MATRACCH*  
M. R. MATRACCH



PRÉFECTURE DE LA LOIRE

42022 ST ETIENNE CEDEX

TÉLÉPHONE : (77) 33-42-45

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
ET DE LA RÉGLEMENTATION

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE LA POLICE ADMINISTRATIVE,

Poste Téléphonique intérieur  
à appeler : 433

Carrières

CP/YQ

Le

By Noël  
M. P. 7001 - complété le 20/10/80  
Fait

Le Préfet de la Loire

Officier de la Légion d'honneur,

VU le Code minier, notamment son article 106 et la loi n°70-1 du 2 janvier 1970,

VU le décret n° 77-1108 du 20 décembre 1979 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci,

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1975, portant autorisation de poursuite d'exploitation d'une carrière à ciel ouvert sur ces mêmes terrains, au profit de la S.A.R.L. "CHIAVERINA et Fils",

VU la demande en date du 14 mars 1980, par laquelle M. Dominique CHIAVERINA, de nationalité française, domicilié 1, place du Gand'Huy, à VILLEREST, 42 300 NOANNE, agissant en son nom personnel, sollicite l'autorisation de changement d'exploitant d'une carrière de roches dures à ciel ouvert, en terre ferme, sur le territoire de la commune de CONNELLE-VERNAY,

VU les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire,

Le demandeur entendu,

Sur la proposition de M. le Directeur interdépartemental de l'Industrie RHONE-ALPES,

A R R E T E :

ARTICLE 1er—M. Dominique CHIAVERINA, agissant en son nom personnel, domicilié 1, place du Gand'Huy, à VILLEREST, est autorisé à exploiter au lieu et place de la S.A.R.L. "CHIAVERINA et Fils", une carrière à ciel ouvert, en terre ferme, de roches dures, sur le territoire de la commune de CONNELLE-VERNAY, lieudit "Le Port".

ARTICLE 2—Le nouvel exploitant se substitue d'office au précédent exploitant dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploiter, accordée par arrêté préfectoral du 18 décembre 1975, à son prédécesseur.

.....

Arondissement Minéralogique  
de .....

Département .....

N° .....  
D'ENREGISTREMENT .....

CERTIFICAT D'ÉPREUVE  
D'APPAREILS À VAPEUR

Surface de chauffe :  
Capacité :

Nom et domicile de la personne qui a demandé l'épreuve (1)  
Designation du constructeur  
Lieu, numéro et année de fabrication

Type d'appareil	Nom et domicile de la personne qui a demandé l'épreuve (1)						Designation du constructeur Lieu, numéro et année de fabrication
	Longueur ou hauteur en mm	Diamètre ou largeur en mm	Epais- seur en mm	Nature du métal	OBSERVATIONS		
Nombre et Désignation des pièces éprouvées		Longueur ou hauteur en mm	Diamètre ou largeur en mm	Epais- seur en mm	Nature du métal	OBSERVATIONS	
Genre d'industrie Nom et adresse		Timbre en bars ( en toutes lettres )		Appareil neuf : N ancien : A		Nom et qualité du visiteur	
Etablissement auquel l'appareil est affecté		Pression d'épreuve en bars		Date de la visite complète			

(1) Constructeur (C) Réparateur (R) Usager ou propriétaire (E)  
Destinataire en cas d'appareil venant de l'étranger (D)

A ..... le .....  
L'ingénieur des T.P.E. ( Service des Mines )  
Vu et enregistré à ..... le .....  
L'ingénieur des Mines



En outre, l'arrêté précité est complété suivant les articles suivants :

ARTICLE 2 bis : plan d'exploitation : La limite des terrains visés par la présente autorisation fera l'objet d'un bornage réalisé d'ici le 31 décembre 1980, par un géomètre expert. Une copie du procès-verbal de bornage sera adressée à M. l'Ingénieur en Chef des Mines dès son établissement.

Cette limite ne devra, en aucun cas, être dépassée, sauf autorisation complémentaire.

Sur les terrains visés par la présente autorisation, sera établi un plan des travaux et des abords orienté au Nord vrai.

Le plan à l'échelle du dernier plan cadastral sera élaboré et tenu à jour par un homme de l'art.

Sur ce plan, devront figurer :

- les limites et les numéros des parcelles cadastrales où l'exploitation est autorisée,
- les parties découpées et en cours d'exploitation,
- les fronts d'exploitation, leur niveau supérieur et inférieur,
- les zones réservées aux stockages de matériaux et de terre de découverte,
- les zones réservées aux infrastructures : installations, pistes d'accès, etc...,
- les parties remises en état.

La mise à jour de ce plan d'exploitation sera effectuée avant le 1er janvier de chaque année.

Dans la première semaine du mois de janvier de chaque année, le plan certifié et signé par l'exploitant sera adressé à M. le Directeur interdépartemental de l'Industrie MICHÈ-ALPES. Sur le plan devra être indiqué, de manière précise, la surface, en mètre carré, restant à exploiter.

ARTICLE 4 bis : Par mesure de sécurité vis à vis de l'ouvrage du barrage de VILLEREST et dans la mesure où l'abattage se ferait à l'explosif, la charge maximale d'explosif pour un tir ne devra pas dépasser 1 000 kg. La charge de chaque trou devra impérativement être amorcée à l'aide de détonateurs à retard et ce, afin de diminuer les effets des vibrations émises.

ARTICLE 5 bis : Dès l'entrée en application du décret prévu à l'article 50 du décret n° 79 1108 du 20 décembre 1979, un arrêté complémentaire fixera les conditions de constitution d'une caution par l'exploitant.

.....

Arondissement Minéralogique  
de .....

Département .....

N° .....  
D'ENREGISTREMENT .....

CERTIFICAT D'EPREUVE  
D'APPAREILS A VAPEUR

Epreuve opérée le .....

Nom et adresse .....

de l'établissement .....

Type d'appareil		Nom et domicile de la personne qui a demandé l'épreuve (1)		Nombre et Désignation des pièces éprouvées		Longueur ou hauteur en mm	Diamètre ou largeur en mm	Epais- seur en mm	Nature du métal	OBSERVATIONS
Surface de chauffe : Capacité :		Nom et domicile de la personne qui a demandé l'épreuve (1)  Désignation du constructeur Lieu, numéro et année de fabrication								
Genre d'industrie Nom et adresse		Timbre en bars ( en toutes lettres )								
Etablissement auquel l'appareil est affecté		Pression d'épreuve en bars		Date de la visite complète		Nom et qualité du visiteur				
		Appareil neuf : N ancien : A								

(1) Constructeur (C) Réparateur (R) Usager ou propriétaire (E)  
Destinataire en cas d'appareil venant de l'étranger (D)

A ..... le .....  
L'Ingénieur des T.P.E. ( Service des Mines )

Vu et enregistré à ..... le .....  
L'Ingénieur des Mines

ARTICLE 3.- Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture. Un extrait comprenant les articles 1 et 2 sera affiché par les soins du Maire de COMBELLE-VERGNAY et publié, aux frais du pétitionnaire, dans un journal (régional ou local) dans tout le département, habilité à recevoir les annonces légales.

ARTICLE 4.- M. le Sous-Préfet de ROANNE, M. le Directeur interdépartemental de l'Industrie RHONE-ALPES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 16 MAI 1980

Le Préfet  
Le Secrétaire Général

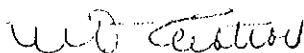
J.M. DIEMER

Exemplaires adressés à :

Le Sous-Préfet de ROANNE  
le Directeur interdépartemental de l'Industrie  
RHONE-ALPES  
Dominique CHIAVERINA, 1 place Gand'Huy, VILLEREST,  
42 300 ROANNE  
le Directeur départemental de l'Agriculture  
le Directeur départemental de l'Équipement  
le Directeur départemental des Affaires sanitaires  
et sociales  
l'Architecte des Bâtiments de France  
les archives

Envoi le 20 mai 1980

M. F. MATROD  
Chef de Bureau



M. F. MATROD

Arrondissement Minéralogique  
de .....

Département .....

N°

D'ENREGISTREMENT .....

CERTIFICAT D'ÉPREUVE  
D'APPAREILS À VAPEUR

Épreuve opérée le .....

Nom et adresse .....

de l'établissement .....

Type d'appareil		Nom et domicile de la personne qui a demandé l'épreuve (1)		Nombre et Désignation des pièces éprouvées		Longueur ou hauteur en mm	Diamètre ou largeur en mm	Épais- seur en mm	Nature du métal	OBSERVATIONS	Genre d'industrie		Nom et adresse		Pression d'épreuve en bars	Date de la visite complète	Nom et qualité du visiteur
											Timbre en bars ( en toutes lettres )						
Surface de chauffe :		Désignation du constructeur		Lieu, numéro et année de fabrication								Appareil neuf : N		ancien : A			

(1) Constructeur (C) Réparateur (R) Usager ou propriétaire (E)  
Destinataire en cas d'appareil venant de l'étranger (D)

Vu et enregistré à ..... le .....  
L'ingénieur des T.P.E. ( Service des Mines )  
A .....

L'ingénieur des Mines